

## COMITE DE PILOTAGE 2013

REPUBLIQUE DU SENEGAL  
Un Peuple - Un But - Une Foi



Ministère de la Femme, de l'Enfant  
et de l'Entreprenariat Féminin



Banque Islamique de Développement

PROGRAMME D'ALPHABETISATION  
ET D'APPRENTISSAGE DE METIERS POUR LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE  
(PALAM/BID/SEN)

(Réf : SE 110 du 07/04/2009, PALAM/BID/SEN)



# COMITE DE PILOTAGE

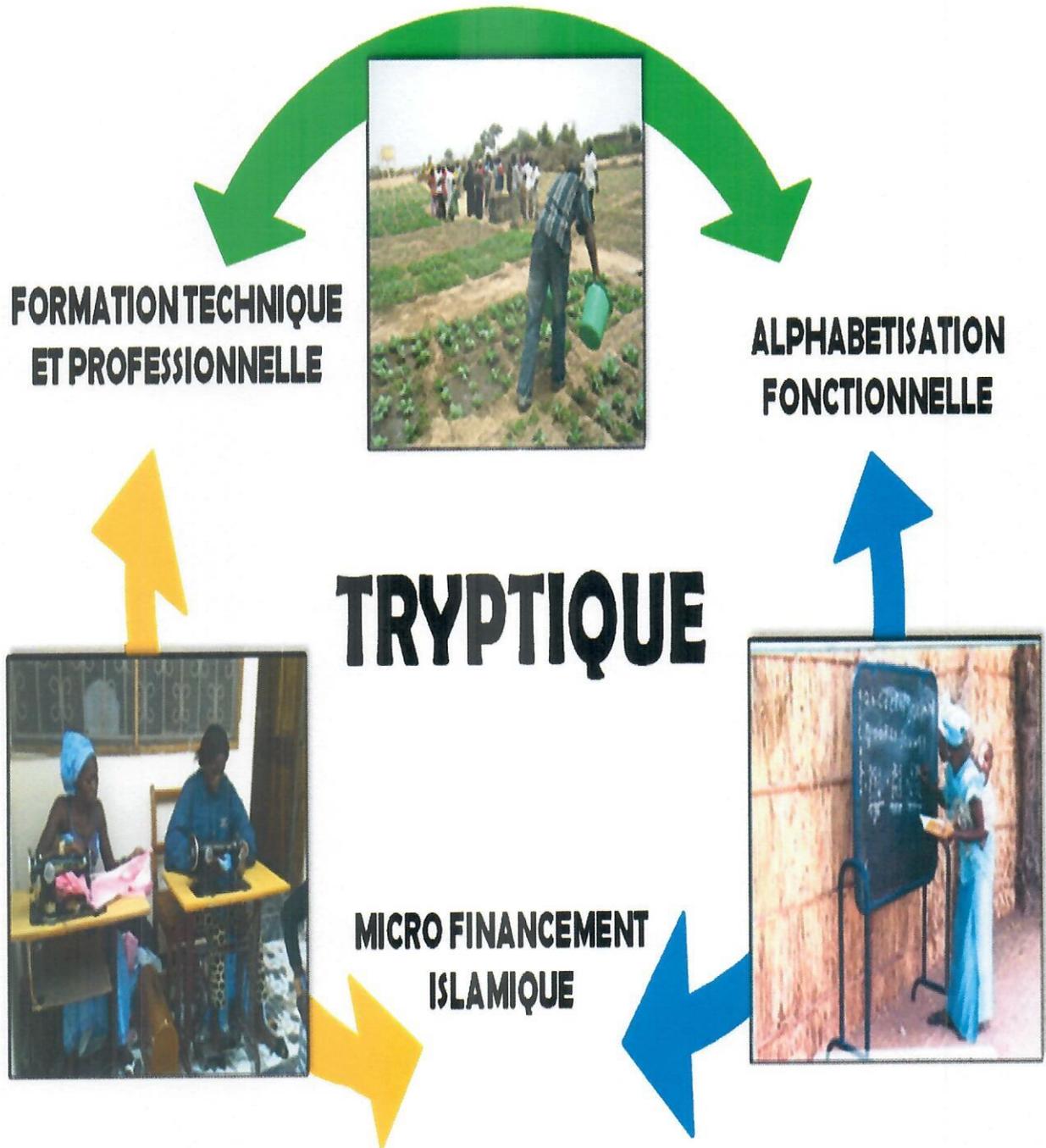


**Madame Mariama SARR**  
Ministre de la Femme, de l'Enfance et de l'Entreprenariat Féminin  
Présidente du Comité de Pilotage

## ***RAPPORT INTRODUCTIF***

*le Mardi 30 avril 2013, à l'hôtel Faidherbe, Dakar*

STRATEGIE MISE EN OEUVRE DU PALAM



"LE PALAM, UN INSTRUMENT DE DEVELOPPEMENT INNOVANT"

**INTRODUCTION**

**1. RAPPEL DES RECOMMANDATIONS DU COMITE DE PILOTAGE 2012  
ET MESURES APPORTEES**

**2. ETAT D'EXECUTION DU PTA 2012 PAR COMPOSANTE**

1.1- COMPOSANTE 1

1.2- COMPOSANTE 2

1.3- COMPOSANTE 3

1.4- COMPOSANTE 4

1.5- COMPOSANTE 5

1.6- RESUME DES CONTRAINTES

1.7- RECOMMANDATIONS

1.8- ETAT D'EXECUTION BUDGETAIRE (RESUME)

**3. PROJET DE PTA 2013**

**CONCLUSION**

## INTRODUCTION

---

Le Programme d'Alphabétisation et d'Apprentissage de Métiers pour la Lutte contre la Pauvreté « PALAM/VOLIP », premier programme financé par le Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement de la BID, s'inscrit dans l'Accord - Cadre global, signé à Dakar, le 31 juillet 2008 entre le Gouvernement du Sénégal et la BID. Il est en harmonie avec le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) et le Programme de Développement de l'Education et de la Formation (PDEF) du Sénégal pour l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

L'objectif principal du PALAM est de contribuer à la réduction de la pauvreté au sein des populations rurales et féminines en priorité, par l'accès à une alphabétisation fonctionnelle centrée sur les compétences et par l'accès aux services de micro finance favorisant l'auto développement.

Le programme comprend cinq (5) composantes :

- **Composante 1** : Accès à l'éducation de 8 000 enfants déscolarisés, non scolarisés et ceux des Daras, âgés de 9 à 15 ans dont 65% de filles.

Centre Responsabilité : Direction de l'Alphabétisation et des Langues Nationales (DALN).

- **Composante 2** : Formation qualifiante de 3 000 adolescents et jeunes adultes analphabètes et déscolarisés, âgés de 16 à 24 ans.

Centre Responsabilité : Direction de l'Apprentissage (DA).

- **Composante 3** : Alphabétisation fonctionnelle de 10 000 femmes travailleuses âgées de 24 à 49 ans,

Centre Responsabilité : Direction de l'Entrepreneuriat Féminin (DEF)

- **Composante 4** : Dispositif de micro finance basé sur la Charia pour l'appui à l'auto emploi de 60% des jeunes et 50% des femmes formés,

- **Composante 5** : Gestion et suivi du programme.

Ce présent rapport présente l'état d'exécution des activités de l'année 2012 ainsi que le projet de plan de travail annuel 2013.

**1- RAPPEL DES RECOMMANDATIONS DU COMITE DE PILOTAGE 2012 ET DES MESURES APORTEES**

<b>N°</b>	<b>RECOMMANDATIONS</b>	<b>MESURES APORTEES</b>
<b>UGP</b>		
1.	Elaboration de stratégies adaptées à la complexité et à la spécificité de la zone d'intervention du programme,	Exécutée
2.	Réalimentation à temps du compte spécial (après consommation de 50%),	Exécutée
3.	Mise en place d'un dispositif de suivi évaluation performant.	Exécutée
<b>ETAT DU SENEGAL</b>		
4.	Mobilisation à temps des ressources de la contrepartie et les sécuriser par l'inscription de celle ci au titre 6 (transfert) et non au titre 5,	Exécutée
5.	Prise en compte dans le budget de l'Etat, du financement des facilités (Cantines, daaras et ateliers artisanaux)	Allocation disponible mais insuffisante au vue des besoins exprimés
6.	Versement des fonds de la contrepartie dans un compte spécial du Trésor pour éviter les lenteurs liées à sa mobilisation et faciliter la réalisation de certaines activités (missions de terrain) ;	Exécutée
7.	Mise à disposition des ressources nécessaires, dans la prochaine Loi de Finance Rectificative (à budgétiser et sécuriser) pour la construction des 71 classes ECB. Le souci est de permettre au Programme d'enrôler les 8.000 enfants ciblés par la composante « Accès à l'éducation des enfants de 9 à 15 ans », conformément aux objectifs de l'Accord de prêt ;	Exécutée
8.	Traitement diligent des dossiers soumis en tenant compte de la spécificité du programme et des échéances incompressibles ;	Exécutée
9.	Utilisation des procédures nationales ou du bailleur en fonction de la source de financement.	Non exécutée
<b>BID</b>		
10.	Traitement diligent des dossiers soumis en tenant compte de la spécificité du programme et des échéances incompressibles ;	Exécutée
11.	Délivrance par le bureau régional d'ANO sur certains dossiers,	Sans objet
12.	Plaidoyer auprès des Autorités sénégalaises pour la prise en compte du gap de 71 classes à construire pour réaliser les résultats attendus à la fin du Programme (8.000 enfants) ; et de manière plus générale pour le respect des engagements financiers contenus dans l'accord de prêt;	Sans objet  Le gap sera réalisé cette année
13.	Plaidoyer pour la motivation des acteurs pour éviter des retards dans la mise en œuvre des activités.	Pris en charge par l'Etat (Ex Plateformes régionales)

**2- ETAT D'EXECUTION PAR COMPOSANTE**

**Composante 1 : « Accès à l'éducation de 8 000 enfants déscolarisés, non scolarisés et ceux des Daaras, âgés de 9 à 15 ans, dont 65% de filles »**

Activités programmées	Réalisées	Non réalisées	En cours	Observations
La sélection complémentaire des 17 opérateurs en alphabétisation	X			
La formation initiale de 85 volontaires et 17 superviseurs	X			
La formation des 8 000 apprenants des ECB			X	- 4 600 enfants sont enrôlés dans les des ECB soit 57.5 % - 3400 restants seront enrôlés par les opérateurs de la deuxième génération
Alphabétisation fonctionnelle des 6 000 femmes travailleuses			X	- 5750 femmes travailleuses sont en en cours de formation en alphabétisation dans les CAF, soit 95, 83 % - 250 restantes seront enrôlées par les opérateurs de la deuxième génération
Alphabétisation fonctionnelle des 2 000 jeunes			X	- 1725 jeunes sont en cours de formation en alphabétisation dans les CAF, soit 86,26 %. - 275 restants seront enrôlés par les opérateurs de la deuxième génération
La construction de 144 salles de classes dans les localités retenues			X	- 41 ECB soit 28,47 % provisoirement réceptionnées - Le reste en cours de construction
L'équipement des 200 salles de classes des ECB.			X	Le processus de mise en place des équipements a démarré
La formation initiale des 153 facilitateurs et 17 superviseurs des	X			

## COMITE DE PILOTAGE 2013

opérateurs en alphabétisation de la sélection complémentaire				
Le suivi évaluation de toutes les activités de la composante.			X	- Plate forme régionale - UGP - Centres de responsabilités

### COMMENTAIRES SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA COMPOSANTE 1

#### LES PROGRES REALISES

- Démarrage effectif des enseignements/apprentissages dans 115 Ecoles Communautaires de bases (ECB) pour un effectif de 4600 enfants, et dans 207 Centres d'Alphabétisation Fonctionnelle (CAF) soit 1725 jeunes et 5750 femmes travailleuses;
- Sélection de 17 opérateurs et formation de 85 volontaires et 17 superviseurs ;
- Formation des volontaires et superviseurs dans les Centres Régionaux de Formation des Personnels de l'Education (CRFPE) en vue de relever leur profil et la qualité de leurs prestations ;
- Construction d'infrastructures sociocommunautaires pérennes : une innovation du sous-secteur de l'éducation de base des jeunes et des adultes ;
- Synergie active entre les opérateurs en alphabétisation et les opérateurs techniques ;
- Alphabétisation fonctionnelle basée sur le métier.

#### LES DEFIS A RELEVER

- Professionnaliser les opérateurs en alphabétisation ;
- Réaliser l'étude sur la prise en compte effective des enfants des daaras dans les ECB pour une meilleure maîtrise de la problématique;
- Mener une campagne de mobilisation et de sensibilisation pour relever les effectifs dans les ECB;
- Alléger les travaux des femmes pour une fréquentation constante des Centres d'Alphabétisation Fonctionnelle (CAF).

#### LES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT PRECONISEES

- Trouver les ressources complémentaires ( BCI ou reliquat du Budget BID) pour renforcer les compétences des opérateurs et de leurs volontaires et superviseurs
- Mettre à disposition des guides pour les volontaires et facilitateurs et des cahiers d'activité avec l'appui de la DALN
- Renforcer la formation des volontaires et Superviseurs en APC
- Mettre en place des cantines dans les ECB à l'instar des autres structures scolaires avec l'appui de la DALN.

- Renforcer les moyens de fonctionnement des ECB par une inscription dans le budget des collectivités locales.

### **LES LEÇONS APPRISES**

- Compte tenu de l'éloignement et de la dispersion des villages ciblés, il y a nécessité de renforcer les moyens de suivi ;
  - Grande importance à accorder à la prise en compte des besoins essentiels des daaras (facilités), si l'on veut une participation effective des enfants des daaras;
  - Rejet systématique du français par certaines communautés en faveur de l'arabe ou de l'apprentissage coranique.

**COMITE DE PILOTAGE 2013**

**1-2 COMPOSANTE 2 : « FORMATION QUALIFIANTE DE 3 000 ADOLESCENTS ET JEUNES ADULTES ANALPHABETES ET DESCOLARISES, AGES DE 16 A 24 ANS»**

Activités programmées	Réalisées	Non réalisées	En cours	Observations
La sélection de 3000 apprenants	X			
La sélection de 212 maitres d'apprentissages	X			
Formation en APC de 212 maitres d'apprentissages			X	175 maitres d'apprentissages ont été formés en APC  Il reste 37 MA à former: - Certains MA n'étaient pas encore sélectionnés par les opérateurs au moment de la formation - L'absence de certains MA sélectionnés lors de la formation
Renforcement des capacités techniques de 212 maitres d'apprentissages		X		Liée à la sélection définitive des MA et à la signature de conventions MA – Opérateurs ;
Appui en équipement de 212 ateliers des Maîtres d'Apprentissage			X	Dossier soumis pour approbation des contrats aux autorités compétentes en cours
La formation technique de 2000 apprenants(es) de la cohorte 1			X	1548 jeunes apprenants sont placés au niveau des ateliers artisanaux Certains opérateurs n'ont pas encore enrôlé les effectifs qui leurs ont été attribués

<b>Alphabétisation de 2000 jeunes apprenants</b>			<b>X</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 1725 jeunes apprenants sont en cours d'alphabétisation</li> <li>- Les 275 jeunes restants seront alphabétisés par les opérateurs de la deuxième génération</li> </ul>
<b>Certification de 2000 apprenants</b>		<b>X</b>		Liée à la formation technique des jeunes en cours

## **COMMENTAIRES SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA COMPOSANTE 2**

### **LES PROGRES REALISES EN 2012**

- Enrôlement de 1548 jeunes apprenants au niveau des ateliers artisanaux et alphabétisation de 1725 jeunes apprenants ;
- Articulation formation technique et alphabétisation fonctionnelle ;
- Renforcement des capacités pédagogiques des Maîtres d'Apprentissage (MA), en Approche par les Compétences (APC) pour permettre l'amélioration de la qualité des apprentissages dans le sous secteur de l'artisanat ;
  - Appui en équipements aux MA sélectionnés ;
  - Valorisation des artisans locaux en qualité de Maître d'Apprentissage.

### **LES DEFIS A RELEVER**

- Réussite de la formation en alternance (ateliers artisanaux et centres de ressources) envisagée pour les jeunes ruraux ;
  - Certification par la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) ;
  - Mise en place d'un dispositif pertinent d'insertion des jeunes ;
  - Mise en place d'un partenariat efficace et efficient entre Maître d'Apprentissage et jeunes formés.

### **LES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT**

- Octroi de facilités pour la prise en charge du transport et de la restauration des apprentis au cours des formations ;
  - Synergie d'actions entre opérateurs des trois composantes au sein d'une même communauté rurale.

### **LES LEÇONS APPRISES**

- Insuffisance ou absence de centres de ressources en zones rurales ;
- Faiblesse d'équipement des ateliers artisanaux au niveau des communautés rurales et des villages d'intervention.
  - Faiblesse de la demande par rapport à l'offre, d'où nécessité de diversifier les prestations initiales.

- Synergie d'actions entre plusieurs ministères sectoriels est fondamentale pour l'atteinte des objectifs de lutte contre la pauvreté.<sup>2</sup> un impact réel au bénéfice des populations ;
- Synergie d'actions entre opérateurs des trois composantes au sein d'une même communauté rurale

**1-3- COMPOSANTE 3 « ALPHABETISATION FONCTIONNELLE DE 10 000 FEMMES TRAVAILLEUSES AGEES DE 24 A 49 ANS »**

Activités prévues	Réalisées	Non réalisées	En cours	Observations
Acquisition des facilités (équipement d'allègement et autres)		X		Evaluation des besoins confiée aux opérateurs
Formation des 180 facilitateurs techniques (rices)	X			
Formation technique des 6000 femmes travailleuses			X	3482 femmes travailleuses ont été formées soit 58,03%
Alphabétisation fonctionnelle des 6000 femmes			X	- 5750 enrôlées soit 95,83% - Les 250 femmes travailleuses restantes seront alphabétisées par les opérateurs de la deuxième génération
Suivi évaluation			X	- UGP, - Centres de responsabilités, - Plateformes régionales

**COMMENTAIRES SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA COMPOSANTE 3**

**LES PROGRES REALISES**

- Compétences de 3482 femmes travailleuses renforcées dans les domaines suivants: teinture, Transformation des produits arachidières et céréalières, savonnerie.
- Grâce au PALAM, la DOFEF dispose d'un manuel de procédures et d'une stratégie d'intervention (faire-faire);
- Appropriation de la stratégie de formation des femmes travailleuses par les opérateurs ;
- Formation technique soutenue par l'alphabétisation fonctionnelle.

**LES DEFIS A RELEVER**

- Professionnalisation des femmes travailleuses rurales ;
- Création de 385 micros entreprises rurales féminines viables ;
- Mise à jour de la base de données des femmes bénéficiaires du programme
- Production de qualité garantie afin d'assurer une commercialisation permanente.

**LES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT PRECONISEES**

- Renforcer l'appui destiné aux femmes pour l'allègement de leurs travaux domestiques ;
- Consolider les acquis de la formation par l'animation permanente, l'éducation financière, et des séances de remédiation et de recyclage.

**LES LEÇONS APPRISES**

- Intégration des activités d'alphabétisation et de formation technique.

- Synergie d'actions entre opérateurs par la création de cadres de concertation

**1-4- COMPOSANTE 4 « DISPOSITIF DE MICRO FINANCE POUR L'APPUI A L'AUTO-EMPLOI »**

Activités prévues	Réalisées	Non réalisées	En cours	Observations
Signature de 6 conventions avec les partenaires institutionnels de la composante	X			
Recrutement d'un expert en Finance Islamique pour le SIG	X			
La sélection de SFD Partenaires	X			
Appui institutionnel des SFD sélectionnés et des partenaires institutionnels	X			
Renforcement des capacités des SFD et ONG en finance islamique	X			
La formation des 6800 (1800 jeunes et 5000 femmes) bénéficiaires en gestion			X	Seuls deux sur les six opérateurs ont démarré la formation en gestion des femmes
Encadrement technique des jeunes et des femmes			X	L'organisation des femmes en micro entreprises a démarré
Le financement des 150 micros projets des jeunes et des femmes formés			X	Pour les femmes le Processus de mise en place des micro-entreprises est bien avancé

**COMMENTAIRES SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA COMPOSANTE 4**

**LES PROGRES REALISES EN 2012**

- Elaboration et la vulgarisation d'un guide de la finance islamique
- Adhésion des SFD au mode de financement islamique
- Formation des SFD et des Opérateurs techniques en Finance Islamique
- Signature des conventions cadre avec les SFD partenaires (CMS, PAMECAS, ACEP et U-IMCEC)
  - Diagnostique des SIG des SFD sélectionnés pour leur prise en compte spécifique
- Intégration des produits islamiques dans les SIG des SFD Partenaires
- Appui institutionnel aux partenaires et aux SFD

### **LES DEFIS A RELEVER**

- Création de micros entreprises rurales viables dont 385 pour les femmes et 180 pour les jeunes
- Maitrise et l'appropriation du manuel de procédures spécifiques au financement islamique des microprojets par les SFD et les opérateurs : montage des dossiers de crédit, comptabilisation des opérations.

### **LES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT**

- Mise à disposition du guide de la femme entrepreneure par la Direction des Organisations Féminines et de l'Entreprenariat Féminin (DOFEF);
- Formation en gestion administrative et financière, en normes et qualités (labellisation des produits)
- Immersion des femmes travailleuses organisées en micro-entreprises en milieu professionnel (partenariat avec le Réseau des Femmes Chefs d'entreprises)

### **LES LEÇONS APPRISES**

- Micro finance islamique comme un instrument de lutte contre la pauvreté adapté à la situation de vulnérabilité des cibles
- Collaboration effective entre les opérateurs techniques et les SFD
- Importance du partenariat avec la DRS/SFD qui assure la tutelle des SFD

**1-5- COMPOSANTE 5: « GESTION ET SUIVI DU PROGRAMME »**

Activités Prévues	Réalisées	Non réalisées	En cours	Observations
<b>Fonctionnement</b>	<b>X</b>			
<b>Comite Pilotage 2012</b>	<b>X</b>			
<b>Voyages d'études</b> (Visites de familiarisation et visites d'échanges d'expériences)	<b>X</b>			
<b>Séminaires sur les approches</b>	<b>X</b>			
<b>Audit des comptes 2011</b>	<b>X</b>			
<b>Revue à mi-parcours</b>		<b>X</b>		Non encore programmée
<b>Missions suivi supervision</b>	<b>X</b>			

**COMMENTAIRES SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA COMPOSANTE 5**

**LES PROGRES REALISES**

- Amélioration du traitement des dossiers au niveau de la BID et de l'Etat ;
- Autorisation de paiement des opérateurs sur le compte spécial ;
- Opérationnalisation des Plateformes régionales ;
- Amélioration de la mise à disposition des ressources de contrepartie;
- Réalisation du plan de formation ;
- Réalisation d'un plan de communication et de supports ;
- Validation du dispositif de suivi du programme ;
- Mise en place d'une base de données sur les bénéficiaires, villages d'intervention, opérateurs, Ateliers artisanaux, centres ressources, etc. dans les 02 régions d'intervention ;
- Accord de principe de la BID à financer le PALAM 2 ;
- Appropriation de la stratégie globale par les différents acteurs (tryptique) ;
- Résultats déjà enregistrés par l'Unité de Gestion ont suscité un intérêt des pays abritant le même programme, à tirer des leçons déjà apprises dans la mise en œuvre du PALAM Sénégal, sur proposition de la BID.

**LES DEFIS A RELEVER**

- Maintenir la dynamique de synergie et de cohérence des actions multisectorielles du programme à travers les directions techniques concernées ;
- Renforcer les acquis dans le cadre du traitement des dossiers au niveau des autorités compétentes (BID et ETAT).

## **LES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT**

- Renforcement des rencontres et réunions de concertation entre l'UGP et les Partenaires ;
- Renforcement de l'allocation des ressources réservées au dispositif de suivi des activités (Niveaux Central et Régional).

## **LES LECONS APPRISES**

- Importance de l'intégration des Acteurs Porteurs de Dynamique Communautaire (APDC) dans le dispositif institutionnel ;
- Rôle important joué par les Plateformes régionales entre autres, dans le suivi des chantiers et dans l'exécution des activités des différentes composantes ;
- Utilité des cadres de concertation ;
- Pertinence de l'implication des centres de responsabilités de différents ministères sectoriels concernés dans la mise en œuvre du programme ;
- Bonne articulation du tryptique: formation technique - alphabétisation fonctionnelle- microfinance islamique.

**1-6 RESUME DES CONTRAINTES**

---

**SUR LE PLAN INSTITUTIONNEL**

- Délais longs de traitement des dossiers,
- Absence d'un expert en passation de marchés au sein de l'UGP.

**SUR LE PLAN DES PROCEDURES**

- Superposition des procédures BID et ETAT,
- Délais de réception des ANO assez longs,

**SUR LE PLAN FINANCIER**

- Non budgétisation des facilités pour les daaras et les jeunes,
- Insuffisance des ressources pour l'exécution des activités de suivi et de communication
- Long processus des paiements des opérateurs
- Faiblesse du budget alloué au programme d'information et de sensibilisation des bénéficiaires

**SUR LE PLAN DE LA MISE EN ŒUVRE**

- Eloignement et dispersion des villages d'intervention,
- Niveau de pauvreté élevé,
- Non respect des contrats par certains prestataires (entrepreneurs, opérateurs, fournisseurs)
- Retard dans le recrutement des 17 opérateurs complémentaires en alphabétisation

**1-7 RECOMMANDATIONS**

---

**UGP**

- Suivi plus rapproché des activités de terrain confiées aux opérateurs ;
- Instaurer un prix de l'innovation pour susciter les initiatives novatrices ;
- Favoriser les échanges de produits et de savoir faire par l'organisation ou la participation à des fora communautaires, régionaux, nationaux ou internationaux ;
- Renforcement du programme d'information et de sensibilisation des bénéficiaires.

**ETAT du Sénégal**

- Utilisation des procédures nationales ou du bailleur en fonction de la source de financement ;
- Renforcement des ressources pour l'exécution des activités de suivi, de recyclage et de communication;
- Renforcement des mécanismes de pérennisation des acquis en perspective de l'extension du PALAM dans d'autres zones vulnérables;
- Saisine de la BID pour préparer l'atelier de formation des formateurs en microfinance islamique (cf courrier en date du....).

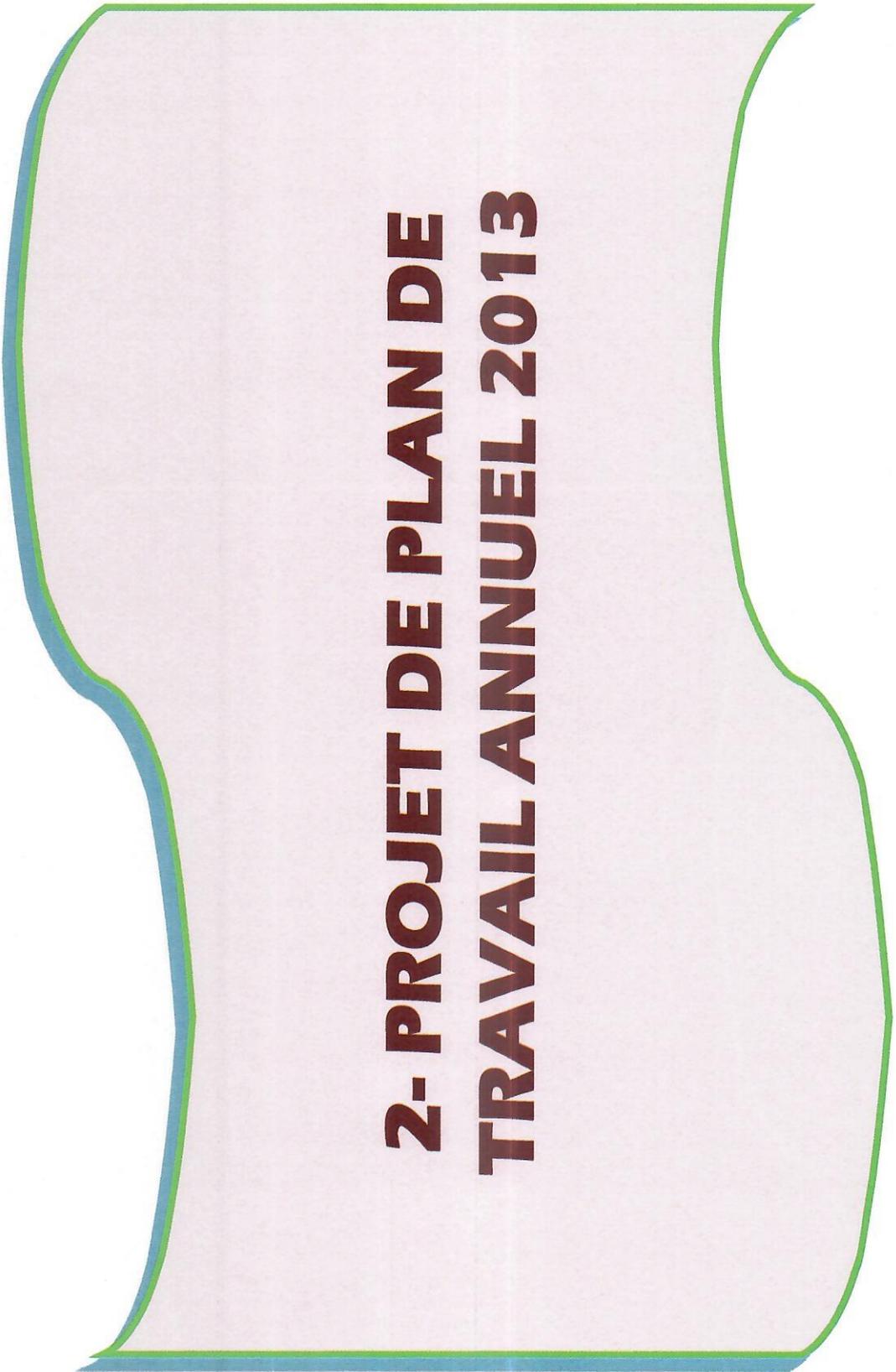
**BID**

- Tenue dans les meilleurs délais de la revue à mi-parcours;
- Saisine officielle des autorités sénégalaises de l'organisation au mois de Septembre 2013 de la Conférence Internationale des pays bénéficiaires du PALAM;
- Préparation de l'organisation effective de la formation des formateurs en microfinance islamique prévue au cours de l'année 2013.

**COMITE DE PILOTAGE 2013**

**1-8 ETAT D'EXECUTION FINANCIERE**

<b>RUBRIQUES</b>	<b>BUDGET PTA 2012</b>	<b>DEPENSES EFFECTUEES</b>	<b>TAUX DE REALISATION DU PTA 2012</b>	<b>TAUX D'EXECUTION PHYSIQUE</b>	<b>TAUX D'EXECUTION FINANCIERE</b>
<b>COMPOSANTE 1</b>	442 942 357	477 514 196	107,80 %	42,6 %	45,95 %
<b>COMPOSANTE 2</b>	487 271 435	149 321 593	30,64 %	33,59 %	40,90 %
<b>COMPOSANTE 3</b>	278 173 500	174 824 590	62,84 %	21,9 %	20,55 %
<b>COMPOSANTE 4</b>	601 919 800	390 632 242	64,89 %	18,94 %	46,18 %
<b>COMPOSANTE 5</b>	346 067 117	318 510 838	92,03 %	67,05 %	31,31
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>71,64 %</b>	<b>36,82 %</b>	<b>36,74 %</b>



## **2- PROJET DE PLAN DE TRAVAIL ANNUEL 2013**



# **PLAN DE TRAVAIL 2013**

## **COMPOSANTE 1**

**COMITE DE PILOTAGE 2013**

**PTA 2013 COMPOSANTE 1 BUDGET 1 168 858 000 FCFA**

Extrants	Activités et tâches	Echéancier de réalisation		Budget (en milliers de Francs CFA)				Respons.	Parties prenantes
		Début	Fin	Budget Initial	BID	GDS	Total 2013		
Extrant 1.4 Les constructions sont réceptionnées	Construction des 44 ECB / BCI 2013	2/01/13	24 / 09 / 12					UGP / DALN	Collectivités locales, Plate forme, Entrepreneurs,
	1.4.1. Elaborer les DAO	20 / 04 / 13	20 / 04 / 13		00	00	00		
	1.4.2. Transmettre à la DCMP et à la BID pour avis	21 / 04 / 13	05 / 06 / 13		00	00	00	UGP	
	1.4.3. Publier l'avis d'appel à concurrence	06 / 06 / 13	06 / 06 / 13		00	00	00	UGP	
	1.4.4. Recevoir et ouvrir les offres	06 / 07 / 13	06 / 07 / 13	00	00	00	00	Cellule des marchés	UGP DALN/
	1.4.5. Evaluer les offres	06 / 07 / 13	13 / 07 / 13	00	300 000	00	300 000	Cellule des marchés	UGP DALN/DCES Collectivités locales, Plate forme, Entrepreneurs,
	1.4.6. Demander l'avis de la DCMP pour l'adjudication provisoire	13 / 07 / 13	20 / 07 / 13	00	00	00	00	UGP	Plate forme, Entrepreneurs,
	1.4.7. Demander l'avis de la BID pour l'adjudication provisoire	13 / 07 / 13	13 / 07 / 13	00	00	00	00	UGP	
1.4.8. Négocier le	14 / 07 / 13	17 / 07 / 13	00	00	00	00	UGP	Entrepreneurs	

**COMITE DE PILOTAGE 2013**

contrat	17 / 07 / 13	17/08 /13	00	00	00	00	00	00	UGP	
1.4.9. Demander l'avis de la BID	17/08 /13	20 / 08 / 13	00	00	00	00	00	00	UGP	Entrepreneurs
1.4.10. Signer le contrat	20 / 08 / 13	27 / 08 / 13	00	00	00	00	00	00	UGP	Entrepreneurs
1.4.11. Immatriculer le marché	27 / 08 / 13	27 / 12 / 13	264 000 000	264 000 000	00	264 000 000	264 000 000	264 000 000	Entrepreneurs	UGP/DALN – Plates formes
1.4.12. Construire les ECB	20/ 01 / 13	15 / 11 / 13	00	00	00	00	00	00	Entrepreneurs	UGP- DALN- Entrepreneurs
Equipements des ECB	5 / 02 / 13	15 / 06 / 13	140 000 000	84 000 000	00	84 000 000	84 000 000	84 000 000	Entrepreneurs	Collectivités locales, Plate forme,, UGP – DALN
Livrer et réceptionner les équipements	19 / 02 / 13	28 / 03 / 13	37 950 000	19 258 000	-	19 258 000	19 258 000	19 258 000	DALN, UGP	CRFPE Kaolack, IA / IDEN, Opérateurs, Plate forme
Formation initiale des 85 volontaires et 17 superviseurs	02 / 05 / 13	23 / 12 / 13	22 050 000	22 050 000 <sup>1</sup>	-	22 050 000	22 050 000	22 050 000	DALN, UGP	CRFPE, IA / IDE, Opérateurs, Plate forme
Formation continue des volontaires et des superviseurs	15 / 12 / 13	23 / 12 / 13	00	18 120 000	00	00	00	00	DALN, UGP	
1.7.1. Organiser les sessions de recyclage et le remédiation des volontaires et superviseurs	02 / 05 / 13	5 / 05 / 13	00	00	00	00	00	00	DALN, UGP	CRFPE, IA / IDE, Opérateurs,
1.7.2. Elaborer les planifications standardisées dans les								3.930 000 <sup>2</sup>		Opérateurs,

<sup>1</sup> Prélévé du cout auditeur : 2756,25 x 8 000

<sup>2</sup> Surplus prélevé du cout auditeur pour un montant de 491,25 X 8 000fgvg

**COMITE DE PILOTAGE 2013**

	Lieux régions									Plate forme	
	1.7.3. Elaborer les évaluations harmonisées dans les deux régions	09 /5/13	12 /05 / 13	00						DALN, UGP	CRFPE, IA/ IDE, Opérateurs, Plate forme
Extrait 1.8 8 000 enfants âgés de 9- 15 ans fréquentent les ECB et 10 000 femmes travailleuses et 3 000 jeunes adolescents et jeunes adultes sont alphabétisés	Former les 8000 enfants dans les 200 CB et alphabétiser les 10 000 femmes travailleuses et les 3 000 adolescents et jeunes adultes	- 1 <sup>er</sup> /01/13 (ECB et CAF 1 <sup>ère</sup> G)  - 9/04/13 (CAF et ECB 2 <sup>ème</sup> G)	31/ 12 /13		1.740.000.000	739 500 000	-	739 500 000		Opérateurs	DALN, UGP, Plate forme, Collectivités locales
Extrait 1.9 Les facilités des daaras sont livrées et réceptionnés	Appui aux apprenants et aux sites des daaras	1 <sup>er</sup> /01/13	31/ 12 /13	00	00	00	100 000 000 <sup>3</sup> (PM)	100 000 000		UGP	DALN, Opérateurs, marabouts, talibés,
	1.9.1 Identifier des besoins en facilités des daara	1 <sup>er</sup> /01/13	28 / 6 / 13	«	«	«	«	«		DALN	
	1.9.2 Elaborer le DAO	2/07 / 13	2/07/ 13	«	«	«	«	«		DALN	
	1.9.3 Transmettre à la DCM pour avis.	3/07 / 13	18 /07/13	«	«	«	«	«		UGP	
	1.9.4 Publier l'avis d'appel à la	18 /07/13	18/07/13	«	«	«	«	«		UGP	







# **PLAN DE TRAVAIL 2013**

## **COMPOSANTE 2**

**COMITE DE PILOTAGE 2013**

	Echéancier de réalisation	Budget(en milliers de Francs CFA)				Responsable	Parties prenantes		
		Activités et Taches	Début	Fin	Budget initial			BID	GDS
Extrait 2.6	Formation technique des MA	06/05/2013	19/07/13	0	111 300 000	0	111 300 000	Operateurs	UGP, DA, MA Plateforme
Les MA sont formes	Elaborer les modules de formation	06/05/2013	10/05/2013	0	0	0	0	Operateurs	UGP, DA, MA Centres de ressources. UGP, DA, MA Centres de ressources. Superviseur/ Evaluateur
	Elaborer le plan de formation des MA	13/05/13	14/05/13	0	0	0	0	Operateurs	UGP, DA, MA Centres de ressources, Superviseur/ Evaluateur.
	Former les MA sur le plan pédagogique et technique	20/05/13	19/07/13	0	111 300 000	0	111 300 000	UGP	Formateurs, Superviseur/ Evaluateur, Centres de ressources, DA
Extrait 2.7	Renforcement en équipement des ateliers sélectionnés	14/01/13	06/06/2013	148 400 000	0	100 000 000	100 000 000	DA	DA, UGP, Plateforme, Operateurs
Appui aux ateliers MA	Demander l'avis a la DCMP	14/01/13	24/01/13	0	0	0	0	UGP	

**COMITE DE PILOTAGE 2013**

	Adjuger le marche provisionnement	28/01/13	30/01/13	0	0	0	0	0	0	UGP	
	Négocier le contrat	01/02/13	08/02/2013	0		0	0	0	0	UGP	
	Attribuer définitivement le marche	11/03/2013	11/03/2013	0		0	0	0	0	UGP	
	Signer le contrat	30/04/2013	30/04/2013	0		0	0	0	0	UGP	
	Notifier le marche	02/05/2013	02/05/2013	0		0	0	0	0	UGP	
	Acheter les équipements	16/05/13	21/05/13	0		100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	UGP	
	Livrer les équipements	27/05/13	27/05/13	0		0	0	0	0	Fournisseurs	UGP,DA,Plate forme,MA,Op érateurs
	Réceptionner les équipements	28/05/13	28/05/13	0		0	0	0	0	UGP	DA
	Distribuer les équipements	04/06/2013	06/06/2013	0		0	0	0	1 000 000	UGP	UGP,DA,Plate forme,MA,Op érateurs
<b>Extrait 2.8</b>	<b>Formation des 1452 apprenants (es) en atelier et en centres de ressources</b>	14/01/13	27/12/2013	450000000		210 904 053	0	0	<b>210 904 053</b>	Operateurs	UGP,DA,Centr es ressource,MA
<b>Les 3000 apprenants (es) sont formes</b>	Elaborer les TDR	14/01/13	16/01/2013	0		0	0	0	0	DA	Operateurs
	Valider les TDR	17/01/2013	17/01/2013	0		0	0	0	0	UGP	
	Transmettre les TDR aux operateurs	18/01/2013	Ven 18/01/13	0		0	0	0	0	UGP	

**COMITE DE PILOTAGE 2013**

<p><b>Extrant 2.9</b></p> <p><b>Les sessions de certification sont organisées</b></p>	Identifier les groupes de niveaux	21 /01/13	05/01/2013	0		0	0	Centre ressources	DA, Plateforme, Operateurs
	Organiser la formation en centres de ressource et en UPI	06/05/2013	27/12/2013	0	0	0	0	Operateurs	Formateurs, superviseurs, centre ressource, UGP, DA
	Former les jeunes en gestion	04/11/2013	27/12/2013	CF composante 4				operateurs comp3	UGP, Beneficiaires, DA
	Organiser les jeunes en micro projet	04/11/2013	27/12/2013	CF composante 4				operateurs comp3	UGP, Beneficiaires, DA
	Certification des compétences des apprenants(es)	23 /04/13	04/10/2013	0	0	0	0	DECPC	DA, UGP, Operateurs, centres ressources, formateurs, plateforme
	Informers les acteurs sur la VAE	23 /04/13	23/08/2013	0	0	0	0	DECPC	DA, UGP, Operateurs
	Notifier a la DECPC sur la tenue des sessions de certification (Kaffrine/Diourbel)	30/04/2013	14/04/2013	0	0	0	0	DA	UGP
	Valider les demandes de candidature VAE	15/07/13	29/07/2013	0	0	0	0	DA	UGP, Operateurs, DA

**COMITE DE PILOTAGE 2013**

	Transmettre le dossier de synthèse aux candidats	30/07/2013	31/07/2013	0	0	0	0	0	0	0	Operateurs	UGP,DA
	Réceptionner les dossiers de candidature des apprenants (es)	09/09/2013	16/09/2013	0	0	0	0	0	0	0	DA	UGP
	Transmettre la liste des candidats et les dossiers de candidature a la DECPC	17/09/13	19/09/2012	0	0	0	0	0	0	0	DA	UGP,DECPC
	Organiser les sessions de certification	30/09/2013	04/10/2013	0	0	0	0	0	0	0	DECPC	UGP,DA,Operateurs
	Suivre les sessions de certification	30/09/2013	04/10/2013	0	0	0	0	0	0	0	DECPC	UGP,DA,Operateurs
<b>Extrant 2.10</b>	<b>Alphabétiser les 1275 jeunes apprenants(es)</b>	14 /01 /13	27/12/2013	180 000 000	76 500 000	0	0	0	0	<b>76 500 000</b>	DALN	UGP,DA,Operateurs
<b>Extrant 2.11</b>	<b>exécuter les activités de suivi</b>	Mer 24/04/13	Ven 27/12/13	42 350 000	0	10 587 500	0	0	0	<b>10 587 500</b>	UGP	DA,Plateforme,operateurs
<b>Les activités de suivi sont exécutées</b>												
<b>Total budget composante 2 pour l'année 2013</b>											<b>509 291 553</b>	

**COMITE DE PILOTAGE 2013**

<b>FORMATION DES MAITRES D'APPRENTISSAGE EN CENTRES DE RESSOURCES</b>				
<b>Rubriques</b>	<b>Coût Unitaire</b>	<b>Nombre de MA</b>	<b>Nombre d'unités (heures, jours)</b>	<b>TOTAL</b>
<b>Coût de la Formation des MA</b>	2 500	212	120	63 600 000
<b>Prise en charge des MA (restauration, hébergement)</b>	15 000	212	15	47 700 000
<b>TOTAL</b>				<b>111300000</b>



# **PLAN DE TRAVAIL 2013**

## **COMPOSANTE 3**

**COMITE DE PILOTAGE 2013**

**PTA 2013 COMPOSANTE 3 BUDGET: 856 407 500 FCFA**

Extrants	Activités et tâches	Echéancier de réalisation		Budget (en milliers de Francs CFA)				Responsables	Parties prenantes	
		début	Fin	Budget initial	BID	GDS	Total 2013			
<b>Extrant 3.4</b> Les facilités sont réceptionnées et livrées aux bénéficiaires	A.3.3 Acquisition des facilités (équipement d'allègement et autres)	30/06/2013	28/10/2013	84 000 000	0	84 000 000	84 000 000	DEF	-UGP - Plateforme -Comité d'analyse - fournisseurs	
	- Mission d'évaluation définitive des besoins en équipements d'allègement et autres	30/06/2013	30/06/2013	0		0	0	DEF	PLATEFORME	
	- Elaborer le DAO	02/06/2013	04/06/2013	0	0	0	0	UGP	UGP-DEF	
	- Demander l'avis de la DCMP	07/06/2013	14/06/2013	0	0	0	0	UGP	UGP-DEF	
	- Lancer l'appel d'offre	15/06/2013	29/06/2013	0	0	0	0	UGP	UGP-DEF	
	- Réception et ouverture des plis	29/06/2013	29/06/2013	0	0	0	0	UGP	Comité d'analyse	
	- Evaluation des offres	30/05/2013	01/05/2013	0	0	0	0	UGP	Comité d'analyse	

**COMITE DE PILOTAGE 2013**

- Avis de l'autorité contractante	02/07/2013	02/08/2013	0	0	0	0	0	0	UGP	UGP	UGP
- Attribuer provisoirement le marché	04/08/2013	04/08/2013	0	0	0	0	0	0	UGP	UGP	UGP-DEF
- Négocier le contrat	05/08/2013	05/08/2013	0	0	0	0	0	0	UGP	UGP	UGP-DEF
- Attribuer définitivement le marché	06/08/2013	06/08/2013	0	0	0	0	0	0	UGP	UGP	UGP-DEF
- Signer le contrat	09/08/2013	09/08/2013	0	0	0	0	0	0	UGP	UGP	UGP
- Notifier le marché	11/08/2013	11/08/2013	0	0	0	0	0	0	UGP	UGP	DEF
- Livrer les équipements	23/08/2013	28/10/2013	0	0	0	0	0	0	Fournisseurs	Fournisseurs	DEF-UGP
- Cérémonies de Réceptionner des équipements par CR	23/08/2013	28/10/2013	0	0	0	0	0	0	DEF	DEF	UGP CABINET PLATEFOR ME Fournisseu rs Bénéficiair es
Formation technique des femmes travailleuses	01/01/2013	31/12/2013	700 000 000	584 920 000	584 920 000	0	0	0	OT	584 920 000	DEF – Bénéficiair es
Formation en gestion des femmes travailleuses	02/10/2013	31/12/2013	Cf comp 4						UGP – DEF		UGP -DEF – Bénéficiair es
<b>Extrant 3.5 10000 femmes sont formées</b>											

**COMITE DE PILOTAGE 2013**

Extrant 3.6 10000 femmes sont alphabétisées	Alphabétisation fonctionnelle des femmes	01/01/2013	1/12/2013	400 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	OA	DEF DALN Bénéficiaires
Extrant 3.7 Les activités de suivi évaluation en 2013 sont réalisées	Suivi évaluation	01/01/2013	31/12/2013	69 950 000			17 487 500	17 487 500	UGP	DEF, PLATEFOR ME
<b>TOTAL BUDGET COMPOSANTE 3 POUR L'ANNEE 2013</b>										
				1 253 950 000				856 407 500		



**PLAN DE TRAVAIL 2013  
COMPOSANTE 4**

**COMITE DE PILOTAGE 2013**

**PTA 2013 COMPOSANTE 4 : 783 000 000 FCFA**

Extrants	Activités et tâches	Echéancier de réalisation	Budget de (en milliers de Francs CFA)					Parties prenantes
			Fin	Budget initial	BID	GDS	Total 2013	
Extrant 4.8 Les formations des acteurs sont réalisées	LE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN FINANCE ISLAMIQUE	14/02/13	31/12/13	120 000 000 <sup>4</sup>	120 000 000		25 000 000 <sup>5</sup>	Consultant FI
	Renforcer les capacités des Opérateurs techniques et des 4 SFD en finance islamique	14/02/13	31 /12/13				10 000 000	Consultant FI
	Assister les Opérateurs techniques et les SFD dans les financements islamiques	06/05/13	26/07/13				10 000 000	Consultant FI
	Visiter des expériences en finance islamique	15/07/13	31/12/13				5 000 000	SFD
Extrant 4.9 Les bénéficiaires sont encadrés	L'ENCADREMENT TECHNIQUE DES BENEFICIAIRES PAR LES OPERATEURS TECHNIQUES	22/04/13	31/12/13	227 500 000 <sup>6</sup>	227 500 000	-	227 500 000	UGP, DA, DEF, SFD
	Informier et sensibiliser les bénéficiaires en	22/04/13	31/05/13				10 000 000	Autorités locales, APDC,

<sup>4</sup> Budget Appui institutionnel composante 4

<sup>5</sup> Imputé au budget appui institutionnel composante 4

<sup>6</sup> Cout encadrement de 1800 jeunes et 5000 femmes formés à raison de 33455F

**COMITE DE PILOTAGE 2013**

	finance islamique dans les quinze communautés rurales									jeunes et femmes formés
	Superviser les formations techniques des jeunes	13/05/13	31/05/13						10 000 000	UGP- Opérateurs techniques 2
	Sélectionner les 60% des jeunes et les 50% des femmes formés	01/02/2013	31/12/13						207 500 000	OPérateurs TECHNIQUE 3
	Organiser les 1 800 jeunes et les 5 000 femmes en micros entreprises	22/04/13	31/12/13							UGP, SFD, Jeunes et femmes formés
	Identifier et formuler les micros projets des jeunes et des femmes	06/05/13	31/12/13							Jeunes et femmes formés
	Soumettre les demandes de financement aux SFD	17/06/13	31/12/13							SFD
	Accompagner techniquement les micros projets financés	15/07/2013	31/12/13							SFD
<b>Extrait 4.10</b> La formation en gestion des jeunes et des femmes est assurée	<b>LA FORMATION DES MICROS ENTREPRISES EN GESTION</b>	01/04/12	31/12/13	165 000 000 <sup>7</sup>	165 000 000	165 000 000			165 000 000	OPérateurs TECHNIQUE 3
	Former les 1 800 jeunes et les 5 000 femmes en GERME	01/04/13	31/12/13							OPérateurs TECHNIQUE 3
<b>Extrait 4.11 :</b> Le financement	Financement de 300 micros projets de jeunes et de femmes	01/07/13	31/12/13	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000			352 500 000 <sup>8</sup>	SFD
										UGP, DDI, SFD, Opérateurs, Micros entreprises

<sup>7</sup> Formation de 1800 jeunes et 5000 femmes formés à raison de 24264F

<sup>8</sup> Montant financement de 150 Microprojets à raison de 1 175 000F

**COMITE DE PILOTAGE 2013**

des micros projets est réalisé	Instruire les dossiers de crédit	01/07/13	31/12/13				0	SFD	OPT, Micros entreprises
	Octroyer les financements des micro-projets	29/07/13	31/12/13	1 000 000 000	1 000 000 000		352 500 000	SFD	UGP, DDI
	Suivre les remboursements	26/08/13						UGP	SFD
Extrant 4-12 Le suivi des activités de la composante Micro finance est assuré	LE SUIVI DES ACTIVITES DE LA COMPOSANTE MICRO FINANCE	02/01/13	31/12/13	26 000 000		26 000 000	13 000 000	UGP	Centres de Responsabilité, DRS/SFD, DMF, FIMF, AP/SFD, CONGAD, Plateforme
<b>TOTAL</b>				1 573 500 000	757 000 000	26 000 000	783 000 000		
<b>TOTAL BUDGET COMPOSANTE 4 (Année 2013)</b>									
783 000 000 FCFA									



**PLAN DE TRAVAIL 2013**  
**COMPOSANTE 5**

## PTA 2013 COMPOSANTE 5 : 358 060 389 F CFA

Extrants	Activités et tâches	Echéancier de réalisation		Budget				Respons.	Parties prenantes
		Début	Fin	Budget initial	BID	GDS	Total 2013		
Extrant 5.1 Fonctionnement UGP	5.1 Fonctionnement (salaires, cotisations sociales et fiscales, assurance maladie, carburant et autres indemnités, etc....)	01/01/2013	31/12/2013	528 800 000	64 699 322	162 361 067	227 060 389	UGP	UGP, BID, ETAT, DALN, DA, DEF
Extrant 5.2 Organisation des communautés de base, réunions et ateliers	5.2 Organisation des communautés de bases, réunions et ateliers	01/01/2013	31/12/2013	30 000 000	0	30 000 000	30 000 000	UGP	UGP, DALN, DA, DEF, Partenaires du projet, Plateforme, Bénéficiaires
Extrant 5.3 Un rapport d'audit produit	5.3 Audits	01/01/2013	30/04/2013	32 000 000	8 000 000	0	8 000 000	UGP	UGP, DALN, DA, DEF, Partenaires du projet, Cabinet d'audit
Extrant 5.4 Revue à mi-parcours	5.4 Revue à mi-parcours	01/01/2013	31/12/2013	8 000 000	8 000 000	0	8 000 000	UGP	Comité Pilotage, BID, UGP, DALN, DA, DEF, Partenaires du

**COMITE DE PILOTAGE 2013**

											projet
<b>Extrant 5.5</b>	5.5.1 Communications	01/01/2013	31/12/2013	35 000 000	0	35 000 000	35 000 000	35 000 000	UGP	UGP, DALN, DA, DEF, SFD, Opérateurs, Plateforme	
	5.5.2 Honoraires et Commissions	01/01/2013	31/12/2013	20 000 000	0	20 000 000	20 000 000	20 000 000			
	5.5.3 Suivi Niveaux Centraal et Régional des activités	01/01/2013	31/12/2013	30 000 000	0	30 000 000	30 000 000	30 000 000			
<b>Total budget composante 5 pour l'an 2013</b>											
				<b>683 800 000</b>	<b>80 699 322</b>	<b>277 361 067</b>	<b>358 060 389</b>				

# PLAN DE TRAVAIL 2013

## GLOBAL : 3 675 617 442 FCFA

### SYNTHESE GENERALE

COMPOSANTES	MONTANT BUDGET PTA 2013	% SUR MONTANT TOTAL
Composante 1 : « Ecoles communautaires »	1 168 858 000	31,80%
Composante 2 : « Formation qualifiante »	509 291 553	13,86%
Composante 3 : « Femmes en activité »	856 407 500	23,30%
Composante 4 : « Micro finance »	783 000 000	21,30%
Composante 5 : « Appui à la Gestion »	358 060 389	9,74%
<b>TOTAL</b>	<b>3 675 617 442</b>	<b>100,00%</b>

## LES REALISATIONS DU PTA 2012 EN IMAGES



Formation des facilitateurs (trices) techniques :  
cérémonie de clôture



Formation des facilitateurs (trices) techniques ( du lundi 22 au Samedi 29 septembre 2012 à Diourbel): Visite  
d'exposition



**Atelier de partage des outils de suivi du PALAM avec tous les acteurs locaux concernés : Vue de la Salle**



**Modèle d'ECB réceptionnée**



**Des enfants en formation en alphabétisation dans une ECB**



**Produits de femmes travailleuses formées en teinture  
à Mbobèhne ( Diourbel)**



**Produits de femmes travailleuses formées en savonnerie  
à Mbobèhne ( Diourbel)**



**Visite de la Formation des femmes travailleuses du village de NDEME NDIAYE (Diourbel)  
en transformation de produits arachidières (TPA)**



**Visite de l'exposition des femmes travailleuses du village de Nawarene (Kaffrine) des produits issus de la formation en transformation de produits arachidiers (TPA)**



**Visite d'un atelier de Maitre d'apprentissage à Gniiby (Kaffrine) : des apprentis en Menuiserie Métallique**



**Visite d'un atelier de Maitre d'apprentissage en couture à Gniby (Kaffrine) :  
le MA expliquant le processus de formation des apprentis**



**Visite d'un atelier de Maitre d'apprentissage en coiffure  
à Gniby (Kaffrine) : des apprentis en formation**

## CONCLUSION

---

Aujourd'hui, il convient de souligner que le PALAM, qui s'inscrit dans une démarche novatrice, a gagné en expérience. Les outils pour sa mise en œuvre efficiente ont été stabilisés, les nouveaux acteurs identifiés, et un riche capital d'expériences accumulées. Ces atouts qui viennent d'être cités pourraient véritablement aider dans le cadre de la mise en œuvre d'autres programmes.

Les différents outils stabilisés par le Programme devraient voir leur application renforcée au niveau opérationnel, accentuant de manière continue les capacités des opérateurs à pouvoir suivre et rendre compte quant aux résultats.

Au stade actuel, une bonne partie des enfants ont été déjà enrôlés et le renforcement des capacités des facilitateurs techniques dans les différents corps de métiers (composante 3) a permis de stabiliser les différents modules pour chaque corps de métier, d'échanger et de mutualiser les expériences pour une harmonisation des stratégies d'intervention.

Au total, l'essentiel des activités prévues dans le PTA ont été réalisées au cours de l'année 2012. Ces progrès réalisés nous ont valu les visites successives des PALAM de la Mauritanie et du Tchad, venus s'inspirer de l'expérience sénégalaise, et la récente invitation de Madame la Directrice du PALAM, en République de Côte d'Ivoire, à prendre part au lancement de leur programme similaire. Mieux encore, la Banque Islamique de Développement a retenu d'organiser, au mois de septembre prochain, ici à Dakar, la Conférence Internationale des pays abritant le PALAM ou souhaitant en bénéficier.

Toutefois, à l'effet d'une plus grande efficacité dans la mise en œuvre du programme, et une plus grande rigueur dans le respect des échéanciers, il faut une concertation entre l'Etat du Sénégal et la BID pour trouver un consensus dans la gestion concertée des dossiers d'acquisition afin de réduire leurs délais de traitement, à l'effet d'atteindre les objectifs que nous nous sommes assignés pour l'année 2013.